



Ville de Thiers

Hôtel de Ville
1, rue François Mitterrand
CS 60201
63300 Thiers Cedex

Tél. 04 73 80 88 80
contact@thiers.fr
www.ville-thiers.fr

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2025/178

ARRÊTÉ DU MAIRE DE THIERS

Objet : Occupation du domaine public

Le Maire de Thiers,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1 à L 2212-2, L 2213-2 et L 2213-6,
Vu le Code de la route, en particulier l'article R 417-10,
Vu le Code pénal en particulier l'article R 610-5,
Vu la demande formulée par Monsieur Rachid BENIDER HLM Les Cizolles Appartement 187 Bâtiment F 63300 THIERS, pétitionnaire, relative à l'installation de son activité de vente à emporter à Thiers.

Considérant qu'il convient d'autoriser l'occupation du domaine public.

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Le pétitionnaire est autorisé à occuper le domaine public pour l'installation de son activité de vente à emporter Allée des Tilleuls au niveau de la maison de quartier des Molles/Cizolles à Thiers :

- Les samedis et dimanches midis de 12h00 à 14h00.
- Les samedis et dimanches soirs de 19h00 à 22h00.

ARTICLE 2 : Cette autorisation prend effet du **Mercredi 01 Janvier 2025 au Mercredi 31 Décembre 2025** mais deviendra caduque si l'un des documents nécessaires à l'exploitation de commerce perd sa validité.

ARTICLE 3 : Cette autorisation de voirie est nominative, personnelle et non transmissible. Elle ne peut être cédée ou vendue à l'occasion d'une mutation commerciale. Dans ce cas, une nouvelle demande devra être présentée à Monsieur Le Maire.

ARTICLE 4 : L'autorisation est temporaire, précaire et révocable et ne confère à son bénéficiaire aucun droit à la propriété commerciale. Elle peut être modifiée ou retirée lorsque cela est nécessaire dans l'intérêt du domaine public, pour tout motif d'ordre public ou tiré de l'intérêt général, ou en cas de manquement aux dispositions du présent arrêté ou des clauses de l'autorisation. Tout retrait ou suspension d'une autorisation entraîne l'obligation de libérer l'espace public de toute occupation et n'ouvre droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 5 : L'autorisation est soumise au paiement de la redevance d'occupation du domaine public. Les différents tarifs sont fixés par délibération du Conseil Municipal. Le défaut d'acquittement de la redevance entraînera le retrait de l'autorisation.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra veiller en permanence à la propreté de l'espace public qu'il est autorisé à occuper. A cet effet, il doit contrôler à ce que l'espace public soit nettoyé durant les heures d'exploitation. Il est interdit de laisser des déchets sur l'espace public (emballages, mégots de cigarettes...) et de déverser des huiles usagées ou autres déchets dans les caniveaux. Des cendriers en nombre suffisant devront être mis à la disposition de la clientèle. Les mégots de cigarettes ne doivent pas être jetés sur le domaine public.

ARTICLE 7 : Toute infraction constatée sera réprimée conformément à la législation en vigueur. En cas de non-respect du présent arrêté découvert par les agents dûment habilités, l'autorisation d'occupation du domaine public pourra lui être retirée sans que l'exploitant puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera inscrit au Registre des arrêtés municipaux.

ARTICLE 9 : Monsieur le Commandant de la Communauté de brigades de Thiers, Monsieur le Maire et Monsieur Rachid BENIDER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand – 6 Cours Sablon – CS 90129 – 63033 CLERMONT-FERRAND Cedex 1. Courriel : greffe.ta-clermont-ferrand@juradm.fr dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux en saisissant Monsieur le Maire de la Ville de Thiers – 1 Rue François Mitterrand CS 63201 63300 THIERS Cedex. Courriel : contact@thiers.fr dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Fait à Thiers, le 05 Mars 2025
L'Adjoint Délégué à la Sécurité,



Sylvain HERMAN